LA CRÉOLE.

JOURNAL DU COMMERCE ET DU PEUPLE, PAR LES NOIRS ET POUR LES NOIRS.

IMPRIMÉ SUR LA PRESSE DE L'ÉTAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée!"

MERCREDI MATIN, 15 OCTOBRE 1834.

INTÉRIEUR.

NILE-CORIANE, 13 oct. 1834.

Pour plusieurs avis français, voyez la partie anglaise; et pour les avis du Maréchalat et autres, voyez la supplémentaire.

Dévorant l'époque ordinaire de la marée des spéculations quotidiennes des journaux, nous accouplons à nos abonnés, qu'à dîner s'adjoint l'Abeille reparaître tous les jours.

Nos abonnés sont instamment priés d'envoyer leurs avis avant le coucher du soleil, s'ils veulent être assurés de les voir publier le lendemain.

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR.

William Freeland, ch-ville de la paroisse Washington, en remplacement de J. S. Bickham, démissionnaire.

Henry Boyer, juge de district du 6ème district judiciaire.

Alexander Gordon Edon, avocat du district du 6ème district judiciaire, en remplacement de Wm. Dunbar, démissionnaire.

Comme il y a long-temps que le public n'a pas eu de lettre du célèbre O. P. Q., nous croyons employer utilement nos colonnes de la dernière qui nous est parvenue; elle donnera de la lecture attentive de quiconque s'intéresse à la politique européenne et à la marche des idées libérales.

BUREAU DU MAIRE.

Le nommé Edward Garret a été arrêté vendredi soir, par M. Sidney Harper, pour avoir passé un billet contrefait sur la banque de cité. MM. Edmond Caron et Arthur Mann ont déclaré avoir reçu le dit billet de dit E. Garret. H. S. G. Peters, président de la Banque, l'a reconnu comme faux; en conséquence, l'accusé a été envoyé à la geole de paroisse.

Hier vers midi, trois prisonniers accusés de vol ne sont échappés de la geole de paroisse. —Ils sortirent par le toit; les nommés Ravele et Compagnon, soutinrent du haut d'une maison basse à l'encoignure des rues Royale et St. Pierre, furent comme ils couraient, ils furent bientôt arrêtés.

Le nommé Antonio Costa ci-devant commis dans un magasin de la rue Chartres et accusé d'avoir volé des marchandises, passa par le toit. Un nègre ayant placé une échelle pour voir s'il n'y en avait pas d'autres, le prisonnier lui dit de le laisser passer, avec un ton d'autorité qui fit croire au nègre que c'était un citoyen qui était monté pour arrêter les prisonniers; il descendit tranquillement et, rendu à l'encoignure de la rue d'Orléans, il courut.

QUE FAIT LE CONSEIL DE VILLE POUR LE BIEN GENERAL?

Rien! absolument rien! est la seule réponse que nous puissions faire à cette question? En vérité lorsque l'on y songe on serait tenté de croire que les différents districts de la Nouvelle-Orléans ne sont représentés que par des électeurs gumbos ou par des hommes qui se font un jeu de la bonne foi de leurs commettans, qui méprisent toute plus chers intérêts, et qui passent leur temps à chaque séance, dans des discussions qui ne produisent rien au public que plaisir et dégoût, par les personnalités et les injures que se disent mutuellement les membres de l'assemblée, dans des discussions, où l'ordre et la décence devraient seuls régner.

Erreur de la part de ceux qui croient qu'il est quelquefois question dans le Conseil, de la prospérité de la ville; erreur plus grande encore, de ceux qui pensent que leur district est représenté avec cette dignité et ce décorum qui convient à un mandataire.

Que l'on se donne la peine d'assister aux séances de ce Conseil, ou de lire les débats que nous publions chaque semaine, on se convaincra facilement de la vérité des faits que nous annonçons plus haut, et c'est avec peine que nous nous voyons forcés d'entrer aujourd'hui dans quelques détails à cet égard, nous le sentons d'avance, nous allons encore quelques répétitions au grand nombre de celles que nos réflexions municipales nous ont values.

La première idée qui se présente à notre imagination, est de nous demander de quelle utilité a été jusqu'à présent pour la ville, les dix aldermen qui le représentent? Cette question que nous nous posons est bien facile à résoudre. Faut-il prononcer par rendre compte de la manière dont se passe chaque séance; nous en prendre l'engagement, et quelque désagréable qu'il soit pour nous, nous serons souvent forcés, comme publicistes, de dire qu'aucun membre ne vient avec une idée d'amélioration, et qu'aucun de présenter avant l'ouverture de chaque séance, des mesures d'utilités pour la ville, quelques uns de ces messieurs passent le temps précédent qui précède leur session, à la buvette, se rafraîchissent avec les liqueurs dont ils ont soin de ne se laisser jamais manquer.

Cette habitude a pris commencée, le désordre et le scandale l'ont présidé, et c'est à qui vient avoir l'honneur de violer les réglements et se dire des injures: c'est à qui veut avoir l'avantage de se faire entendre, et fatiguer le public d'un tas de rapsodies et de choses qui ne l'intéressent pas plus que le conte de Barbe Bleue; c'est à qui se pique de faire des comparaisons qui peuvent quelques fois avoir un certain sel, mais qui, du reste, sont toujours éloignées du but des améliorations.

Passons nous avons parlé plus haut de la buvette du Conseil, nous ferons remarquer les inconvénients et les dangers qui peuvent en résulter. Combien de fois n'a-t-on pas entendu le Recorder, séance tenante, appeler du haut de sa tribune, des membres qui, sans s'occuper si leur absence remplait ou non le quorum, se livraient aux charmes et aux douceurs que présente ce petit appartement si bien approvisionné en liqueurs et en confectionnées, dont l'entretien, d'après le relevé qui nous a été fait hier au bureau du trésorier de la ville, ne se chiffre pour neuf mois qu'à la modique somme de SIX CENT QUARANTE-DEUX PIASTRES et quatre-vingt-quinze cents: ce qui fait à peu-près, QUINZE PIASTRES par séance, [déduction faite d'environ 25 pour cent de frais de bureau.]

N'en savons qu'avait d'être Aldermen ou est homme, et comme il est aussi dans la nature de l'homme d'aimer un peu la vie, nous croyons tout à fait imprudent et déplacé qu'un faible habitant soit honoré d'être admis au lit et chaque membre se rend avec des opinions différentes, avec un esprit d'opposition malheureusement trop bien prononcé pour ne pas chercher les moyens de se faire plus ardemment leurs vérités.

Pour en voir la une considération, qui selon, peut bien être, nous supposerons pour un instant que Mr. B. occupe pour un troupeau, soit, ait rendu des services particuliers qu'il aurait pu rendre à tout district, envoyé au conseil pour le représenter; ne se pourrait-il pas fort bien que ce Mr. B. trouvant des facilités constitutionnelles avantageuses à son goût ne siégeat tout à fait dans le café et ne se portât à ces excès qui fort souvent ne sont entièrement dûs par l'intempérance; certes, la chose peut fort bien avoir lieu; et à qui la devrait-on? à la buvette du Conseil, et à la facilité avec laquelle on dispose des intérêts des citoyens. Tels sont les effets que cette espèce d'établissement peut produire sur des hommes qui ne savent pas se contenir et se respecter. Un autre sujet d'une bien grande importance est l'augmentation énorme qui existe sur la liste des dettes; ayant fait usage ci-dessus d'un relevé de nos dépenses, nous voyons qu'elles se sont élevées dans toute l'année 1832, à $16,319 99 cts; en 1833 à $12,155, et en 1834, pour trois mois seulement à l'énorme somme de $10,937; en qui fait supposer qu'elles monteront, de 39 à 40 mille quatre cents cette année.

NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

Le courrier nous porte les nouvelles suivantes:

Le navire *Napoléon*, parti de Liverpool le 26 août, est arrivé à New York, le 29 du septembre nous donne les extraits suivants:

Le mauvais état du parlement anglais nous prive d'une source dans laquelle étaient puisées des nouvelles d'un caractère général. La reine d'Angleterre était de retour à Londres.

Les nouvelles du Nord du l'Espagne concernant la guerre sont contradictoires. Il *paraît*, il paraît que Rodil est à la poursuite de don Carlos; qui croisait de se réunir avec lui.

On s'occupe aux Cortès d'Espagne, sur différent important, concernant les relations étrangères du pays. D'après ce document, il paraît que le traité d'indemnité avec les Etats-Unis, a été définitivement ratifié. Rien qu'on en fasse aucune officiel relative aux différentes colonies espagnoles, tout porte cependant à présumer qu'il y aura une révolution.

Don Pédro et sa fille étaient de retour à Lisbonne de leur voyage à Oporto, et on pensait toutes les mesures nécessaires pour la création d'un corps législatif à Lisbonne. Les Soldats anglais au service portugais, étaient très mécontents, on ce qu'ils ne pouvaient pas toucher leur paie. On dit qu'ils vont faire une requête dans leurs foyers.

Courrier américain, 25 juillet.

Une lettre d'Evreux, reçue ici hier, annonçait qu'une descente de 600 chargés de munitions, principalement anglaises, a été opérée, on ne redoute, en Perse, par une escadre de Kosrouh. Après un combat opiniâtre, les voyageurs et les troupes s'étaient formés, chacun de son côté, et la lettre ajoutait: pénible de l'affaire.

Tournons nous maintenant vers l'Espagne et le Portugal et voyons les immenses progrès que la révolution y a fait depuis 1820.

Peu après l'heureuse chute de cette année, les principaux réfugiés espagnols qui résidaient en France, en Angleterre et dans les Pays-Bas, adressèrent directement des offres et des invitations, des promesses et des fonds du gouvernement français. On les a invités à s'approcher des frontières d'Espagne, je dirai même qu'on les en a priés, pour faire soulever les provinces basques, pour porter la Catalogne à la révolte, détrôner Ferdinand, proclamer le gouvernement constitutionnel, et faire une alliance avec la France. Dans ces jours d'enthousiasme, qui aurait jamais pensé à soupçonner le gouvernement français? Mr. Guizot qui dans ce temps là travaillait dans l'intérêt de la bonne cause n'est fait croire par les réfugiés. Le général Sébastiani gagné leur confiance; il n'en fallut pas plus pour animer les mouvements que le ministère français avait approuvés et qu'il les avait conseillés de faire. Les nouveaux ministres de la jeune dynastie avaient conseillé à cette époque l'on agir ainsi; parce qu'ils connaissaient l'alliance formelle que les trois grandes puissances du nord venaient de contracter contre la révolution de 1830, et le refus positif que Ferdinand venait de faire, de reconnaître Louis Philippe comme roi des français jusqu'au point d'insulter même l'ambassadeur de France; ils voulaient aussi par là répandre l'alarme dans la Sainte Alliance, et en empêcher des termes et des conditions favorables non pas à la liberté de la France et de l'Europe, mais à la fa tion orléaniste, et à la nouvelle dynastie. Ferdinand que ces mouvements effrayaient fut contraint de céder.

Voilà ce qui s'en suivi Louis Philippe reconnu par l'Espagne. On carresse ses ambassadeurs, on les recommence.

Le gouvernement de Louis Philippe arrête alors les mouvements révolutionnaires qui commençaient à se développer sur les frontières d'Espagne; après les avoir excités il traite même sévèrement ces braves espagnols qui avaient quitté Paris, Londres et les Pays-Bas, pour venir entreprendre de délivrer leur pays; il les oblige d'abandonner les frontières, et de se rendre à des dépôts établis dans l'intérieur de la France, où il les fait vivre à la ration. Rien de plus triste, rien de plus malheureux que les affaires des patriotes espagnols en 1831. L'observateur superficiel ne pouvait s'empêcher de croire que la situation de l'Espagne avait empiré, par suite de la révolution de Paris. Mais l'année suivante amena de grands changemens; la santé de Ferdinand devint précaire; la grossesse de la jeune reine fit naître des espérances et de l'activité, les intrigues du palais favorisaient la cause du peuple, la reine Christine qui a toujours été et qui sera toujours la même, qui conservera jusqu'à la mort son amour pour le pouvoir, le rang, et l'influence, femme ambitieuse, débauchée, violente et égoïste, trouva qu'il lui était devenu nécessaire de s'attacher à une autre cause, que celle des prêtres et des moines si elle voulait conserver le trône à sa fille Isabelle, et la faire triompher sur l'infant Don Carlos et ses enfans exilés. On ne peut pas nier ni oublier que si l'on a vu Christine rendre avec le tems de grands services à la cause de la liberté ce n'est pas de son bon gré; si elle l'a fait, ce n'est pas de cœur et d'affection; elle s'est trouvée forcée par sa position de consulter ses intérêts. Elle portait et elle porte encore autant de haine à la liberté, que Ferdinand lui-même. Elle aimait et elle aime encore les institutions monarchiques, les plus despotiques autant que son rival Don Carlos, ce que le comte d'Espagne. Elle n'a rien négligé, pour mettre dans son parti les prêtres et les moines, avant de s'adresser aux hommes et aux principes populaires.

Avec des sourires, des caresses, le sacrifice de sa dignité et de sa vertu personnelle; avec de l'argent, des promesses; des engagemens solennels, et les prières les plus séduisantes, elle essaya un mois après l'autre à se gagner le parti apostolique; mais elle n'y put jamais réussir: alors son ambition fut remplacée par la haine, ses caresses se changèrent en complots contre les conseillers de Ferdinand; c'est par les intrigues d'une jeune princesse napolitaine, belle et aimable, que l'Espagne a été préservée du retour de l'inquisition, que Christine a toujours aimée dans le fond de son cœur et qu'elle aimera encore, qu'elle n'aurait pas seulement cherché à rétablir; mais qu'elle se serait réjouie d'avoir eu rétablir. D'un mal est sorti un bien, et nous pouvons dire avec vérité qu'elle a rendu à l'Espagne dans le 19e. siècle sans saisine inhibition de sa part, et même contre ses désirs. Ferdinand ne pouvait se résoudre à accorder que des concessions partielles; il n'ordonnait que des exils partiels; il ne changeait son ministère que par fractions. Quand les Torrijos lui tombèrent entre les mains, la jeune reine ne fit pas la moindre démarche pour les sauver de la boucherie et la mort. Cette princesse qui n'a plus à présent que le mot de liberté sur les lèvres, ne fit pas la moindre effort pour sauver cette bande désespérée de patriotes, qui trouvèrent la mort à la suite des conseils que l'on donna à Ferdinand. A la fin la reine devint plus pressante; ses intérêts personnels la tourmentaient jour et nuit; elle ne voyait plus rien devant elle que le sépulcre de son mari, dont le cadavre ne devait pas tarder à y être déposé; en former résultat, elle ne s'attendait qu'au bannissement, à la pauvreté, à la disgrâce ou l'assassinat. Elle est devenue désespérée. Ferdinand ne connaissait avec les femmes que ce que nous avons de commun avec les animaux. Il recherchait dans le sexe la beauté et non la vertu, les plaisirs des sens et non la noblesse du caractère ni l'élégance des manières.

Il se conduisait comme un animal lui-même, dans toutes ses pourvoiries, ses amusemens et ses occupations, et comme les femmes n'offraient pour lui que le moyen de satisfaire à sa sensualité, il ne trouva rien à désirer dans la jeune reine qui contenta en cela toutes ses vues intentions. Voilà pourquoi il n'est pas étonnant qu'elle se fût rendue maîtresse de toutes ses affections, qu'elle eût vaincu par lui une autorité absolue. Il consentit la convocation des Cortès, pour sanctionner après sa mort, la couronne à sa fille; il laissa battre son frère favori Don Carlos, dont les habitudes et les goûts ressemblaient beaucoup aux siens et il fit entrer dans ses conseils d'Ofalia et Zea; deux personnages en horreur chez les purs apostoliques mais cependant aussi favorables à la monarchie absolue, ainsi contraires par leurs doctrines aux progrès de tout genre que Lord Wyaford et même que Lord Eldon. Alors la reine fut au comble de la joie, de voir tous ses vœux accomplis. Les noms de Zea et d'Ofalia éclipsaient totalement dans l'esprit du peuple ceux de Calavarde et d'Espagne, aussi la reine crût elle avoir introduit dans le ministère des hommes vraiment populaires, qui après la mort de son mari, l'aideraient à mettre les Carlistes et les obligeaient dans ses intérêts, aux prix des concessions qu'elle était disposée à leur faire, quelques peu qu'elles fussent. Bernardez et d'Ofalia étaient les précurseurs du mariage futur; mais cependant ce n'était qu'à présent qu'ils eut annoncé l'arrivée de ce mariage; car Christine qui s'attend à rotenir son influence après l'établissement d'un gouvernement représentatif et libéral en Espagne, vit se trouver grossièrement trompée. On dit cependant s'empêcher de reconnaître les grandes obligations qu'à l'Espagne à Bernardez et d'Ofalia qui par leur influence et leur crédit ont tant contribué à la révolution. A la fin arrivà la mort de Ferdinand, au moment où la reine était en mesure pendant que les Carlistes n'avaient encore rien d'arrêté. Dans le testament de feu roi se trouvaient expliquées ses vues, ses espérances et son système, on peut dire aussi les vues les espérances et le système de Christine. Le roi l'avait écrit sous la dictée de sa femme et de ses créatures. Ce testament n'adressait non aux espagnols libéraux, mais à leurs ennemis; il faisait une apologie aux moines et aux inquisiteurs, au lieu d'invoquer le secours de leurs adversaires. Vous chercherez inutilement une disposition en faveur de la patrie, un legs pour le parti libéral; vous n'y pouvez trouver qu'un changement dans la succession; où les femmes sont préférées à la ligne des mâles; ce testament veut que le gouvernement consulte les mêmes hommes, les mêmes principes et les mêmes mesures.

La reine et ses ministres ont publié pour rendre la chose plus claire, qu'il manifeste qu'il ne contient pas un mot sur la charte, ni sur la constitution, ni sur les Cortès, ni sur la liberté, ni sur les droits publics, ni sur la liberté nationale: Zea et d'Ofalia se contentent de promettre une réforme dans l'administration, des améliorations locales, un système de commerce plus juste et plus libéral; et une meilleure organisation pour l'intérieur et introduisant un arrangement avantageux dans la division territoriale, et dans les juridictions particulières. La révolution n'en continua pas moins sa marche; les prêtres se tinrent toujours éloignés de la nouvelle Dynastie, le manifeste attaqua à l'église de put la satisfaire; la reine avec la régence retrouva les amis de feu son époux et les siens propres, mais elle vit aussi la nécessité de travailler avec des hommes plus disposés à satisfaire à l'opinion publique, à subvenir aux besoins de la nation, à en écouter les menaces, à mettre même à profit les violences auxquelles elle pouvait s'emporter, que ne l'étaient les d'Ofalia ou les Zea Bermudez, c'était là le moment du danger. Si Zea et d'Ofalia avaient gardé leurs places, la révolution espagnole serait pu être reculée de dix ou peut être de vingt ans. Carlos et ses enfans paraient pu même être préférés à Christine et à sa fille. C'était dis-je si bien le moment du danger que lord Palmerston conseilla à la reine de garder Zea et que Talleyrand les recommanda de ne pas s'écarter des termes du manifeste, et qu'Aldington et Rayneval le supplièrent de persévérer dans le système de modération par lequel elle avait débuté. Les cours de Vienne, de Saint Pétersbourg et de Berlin disaient et l'on ne veut pas autre chose, s'il ne s'agit que d'un changement de dynastie, s'il ne faut qu'assurer la victoire à Bernardez, d'Ofalia et il ne faut pas qu'assurer la victoire à Bernardez, d'Ofalia et les autres principes non ambassadeurs pouvait rester à Madrid, nous ne troublerons pas cette fausse révolution nous pouvons même annoncer Mr. Zea de notre protection et de notre reconnaissance. J'ajoute c'était le moment du danger pour la révolution espagnole; mais le bon génie de cette révolution l'a préservé sur le moment. Elle a été sauvée de la destruction qu'elle aurait infailliblement éprouvée si Messieurs Zea et d'Ofalia étaient restés en place. Les progrès de la révolution espagnole ont fait renvoyer ces deux hommes dangereux. D'après les lors tous les ministères qui se sont formés d'une manière et ont resté en de leurs conseils, quel dévoyant de temps en temps impopulaire on point de ne pouvoir garder leurs places, ces changemens ont déjà jusqu'à présent, que l'Espagne est parvenue par les moyens révolutionnaires dont les opinions sont à la hauteur de celles d'Odonnell, d'Ofalia, de Bardi, de Gurza de Burell et de Mendizabal, établir principes libéraux sont en connus en France depuis longtemps. A quoi qui le sont fasse passer partout pour Pauvre de l'Espagne et de la Syrie. Les priviléges sont abolis, tout jour était dissipé sans la moindre réserve et sans la plus grande liberté. L'Espagne vient de reconnaître le principe de ses élections. Les Cortès sont convoquées; un pays s'occupe maintenant d'établir des institutions représentatives. La rapidité du mouvement révolutionnaire égale nos désirs et dépasse de beaucoup notre attente. Pendant que Madrid, de la Rosa a plus de confiance qu'il n'en faudrait avoir dans les banquiers et les capitalistes dont il sait trop les moyens. Je veux encore que le ministre de la guerre n'est pas assez convaincu de la nécessité d'un système plus étendu, pour les droit électoraux. Je souviens parfaitement que l'on n'a pas suivi les principes populaires dans la convocation des Cortès, et que l'on a accordé la propriété plus de poids qu'elle n'en devrait avoir pour donner la qualité d'électeur. Je veux encore que le ministre des finances n'ait pas l'inspiration de Gargotte, et que l'arrangement général de la dette espagnole doive se faire sur des principes équitables. et non sur les propositions de Messieurs Rothchild et Allende, mais si la révolution n'a pas encore rempli une des promesses qu'elle a faites elle avance cependant toujours. La presse en dépit des persécutions qu'elle éprouve, a plus de liberté qu'autrefois. L'opinion publique quoi qu'attaquée par la police, trouve cependant le moyen de se manifester sur les places publiques. Le principe des élections est reçu, le droit qu'a le peuple de refuser de payer les taxes que n'auraient pas voté ses représentans, est reconnu l'Espagne telle qu'elle est aujourd'hui est un pays où l'on peut vivre, où le tems, l'énergie et les patriotes feront ce qui manque encore à son bonheur. Ce que vous voyez en France, vous le voyez en Espagne; selon moi, nous avons bonne cause d'être contents et d'espérer, nous pouvons dire sans craindre d'être démenti que la révolution avance dans ces deux pays.

Je demanderais si ne nous pourrions pas parler avec la même satisfaction et la même certitude du Portugal? Je ne m'arrête pas positivement sur l'abjuration ou la défaite de Don Miguel, ni sur le simple succès de Don Pedro ou de Dona Maria; je n'aime pas plus un des deux frères que l'autre, et je dirai de la jeune reine, qu'elle n'a pas reçu la meilleure éducation, ni les meilleurs exemples pour la préparer à bien se conduire sur un trône constitutionnel. Je pense même que Don Miguel a plus d'amis et de partisans en Portugal que son frère Don Pedro, et qu'il lèverait aujourd'hui plus facilement une grande armée que Don Pedro, à son service dans les classes malheureusement placés sous l'influence de ses prêtres. Don Pedro selon moi n'a jamais fait du Portugal une question de liberté, mais bien une affaire de famille, de dynastie. Je suis soutenu dans ce que j'avance sur ce sujet par toute la conduite passée de don Pedro. Pour moi la question portugaise est entièrement se séparer des combattans; elle n'a rien de commun avec Don Miguel, Don Pedro, ni même Dona Maria de Gloria. Il me faitsans doute beaucoup de plaisir d'apprendre qu'un autre roi est obligé de voyager, qu'il est contraint aussi bien que Don Carlos d'abandonner le Portugal; c'est une satisfaction pour moi de voir les despotes se donner ainsi un spectacle aux anges et aux hommes, l'objet qui touche le plus mon cœur sur le Portugal, c'est le progrès qu'y font les opinions constitutionnelles et les idées libérales. Les Portugais veulent aussi être représentés, ils sentent donc aujourd'hui qu'ils sont quelque chose.

Les Portugais ne se laisseront plus vendre ni acheter, ni transférer, ni livrer comme des bœufs ou des actions de banque. Le peuple connaît donc ses droits naturels, il sait que ces droit essentiels sont inaliénables; le peuple dans l'exercice de ses droits élira des représentans, établira des écoles, surveillera, des journaux, des estampes, des théâtres, et tolérera les opinions comme les catholiques, ainsi le Portugal deviendra libéral et civilisé, par conséquent heureux. A dieu ne plaise que le Portugal n'ait fait tant de sacrifices, n'ait éprouvé tant de souffrances pendant de si longues années, que pour échanger don Miguel contre Dona Maria de Gloria. Non, non jamais leurs travaux n'auront un si triste résultat. Il faut une charte, il faut des chambres, il faut des lois, et non des décrets. Le peuple ne sera plus taxé en vertu des ordonnances lancées de Belem. Mais le mot de république n'est déjà fait entendre en Portugal; *tant mieux* Don Pedro est devenu impopulaire; *tant mieux* le peuple veut des principes et non des hommes, des faits et non des courtisans; *tant mieux*.

Sous ce point de vue, c'est en effet en Portugal que la révolution fait des progrès les plus grands et les plus satisfaisans.

Si maintenant nous jetons nos regards sur la Belgique, sur l'Italie, sur le Danemarck et sur la Suisse, y trouvons nous la révolution stationnaire? c'est ce que nous allons voir.

En Belgique il y a beaucoup de choses à déplorer, beaucoup à censurer, et même beaucoup capables de désespérer, mais cependant, la révolution gagne du terrain. Les Belges ont maintenu leur indépendance politique contre la Hollande; ils ont convaincu le roi Guillaume de la Haye, qu'il n'y avait plus pour elle, ni chances ni espoir de les réduire sous sa puissance. Les Belges ont même fait reconnaître leur révolution par des états les plus conservateurs à la division des Pays-Bas, au point que les cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne s'accordent aussi à croire que la réunion de la Belgique à la Hollande, est devenue impossible. En Belgique a maintenant une charte, des chambres, une presse libre, et qui vaut mieux que le reste, des institutions représentatives, c'est-à-dire électorales, et toutes ces choses émanées du principe de la souveraineté du peuple. Je sais bien, moi, que la Belgique serait beaucoup plus heureuse si elle pouvait s'unir à la France. Pour le moment, je ne veux pas parler que ce soit là, le terme où tendent tous les changemens que ce pays subit en ce moment. Quoiqu'il en soit jusqu'au temps de cette union, les principes populaires sont destinés à faire des progrès dans ce pays, et l'on peut dire que la Belgique avance dans la carrière de la révolution. Il faut avouer que nous devons déduire contre ce pays, l'élévation de Léopold au trône, la trop grande influence du clergé dans le gouvernement, la malheureuse condition du commerce, qui souffre beaucoup en ce moment. La Belgique n'est pas encore arrivée au meilleur état où elle aspire, mais malgré tout cela comparez la situation actuelle de la Belgique, à celle où elle était en 1829 et même en 1830, et vous conviendrez qu'elle avance aussi en révolution.

Maintenant tournez-vous vers l'Italie, et le royaume de Naples en particulier. C'est un fait constant, grandement déploré par les cours du Nord et surtout par celle de Vienne que le roi de Naples se prépare à donner une constitution à ses sujets, et à entrer dans l'alliance occidentale qui comprendrait l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Espagne, le Portugal, Naples, la Suisse, et les autres pays qui peuvent y entrer au premier jour. Voilà une grande alliance; c'est une preuve indubitable du progrès de la révolution en Europe; la quadruple alliance va bientôt devenir au moins septuple.

Voyez à présent le Danemarc. Même depuis que j'ai commencé cet essai, le roi de Danemarc vient par sa conduite de réaliser une question que j'ai dit dans ma dernière lettre, que la révolution fait des progrès en Europe, et que Louis Philippe avait eu raison quand en 1830 il prédit que *la révolution fera le tour du monde*.

Dans le moment même où la conférence de Vienne cherchait les meilleurs moyens d'imposer des limites aux chambres représentatives d'Allemagne, le roi de Danemarc qui appartient à la confédération germanique par sa qualité de duc de Holstein se préparait à donner une constitution à ses états. Qui en fait digne de mémoire; il trouva son parallèle dans la conduite de Guillaume IV, roi d'Angleterre, qui au moment où il faisait proposer dans ce dernier pays le bill de la réforme, consentait, en sa qualité de roi d'Hanovre, à ces protocoles de la diète allemande qui sont les bases de toutes les attaques que se dirigent maintenant contre la liberté de l'Allemagne. Une conduite pareil susceptible d'explication ne nous offre rien de consolant ni d'encourageant, et nous offre un tableau scandaleux des faiblesses de notre pauvre humanité. Mais examinons quelques minutes par quels degrés la nation danoise est à la fin arrivée à l'heureux résultat que nous venons de voir, et par quelles causes un gouvernement d'un despotisme si pur, s'est décidé d'adopter une marche qui renferme en elle-même tant de grandeur et de libéralité, car pour tout homme qui réfléchit, c'est un spectacle à la fois étrange et étonnant, que de voir un peuple de l'Europe fatigué de l'oppression d'une aristocratie arrogante, comme les Danois se résoudre à tout risque de se débarrasser de ce fardeau. En 1665 ils se jetèrent entre les bras du monarque. Ils lui donnèrent une autorité sans bornes, et le Danemarc devint une monarchie absolue. Le roi fut même obligé de promettre de ne jamais renoncer à sa prérogative dans quelque cas que ce fût, et il devint plus despotique qu'il ne l'avait d'abord désiré. Rien n'est plus extraordinaire que cette circonstance à laquelle l'histoire n'offre rien de semblable; cependant la civilisation a fait plus de progrès en Danemarc que dans tout autre royaume de l'Europe septentrionale ou occidentale, et les maux qu'il y avait à craindre de cette autorité despotique dont le peuple avait revêtu le monarque ne sont pas arrivés. La noblesse chercha il est vrai à s'ériger des privilèges, et commença dans le dernier siècle à s'agiter et à murmurer quand Struenzee, ministre favorable à la cause du peuple, et qui était d'ailleurs plébéien d'origine, entreprit de couper l'aristocratie par les racines, et d'en finir d'une fois avec les nombreux abus dont elle profitait. Il n'y réussit pas en dépit de son courage héroïque; et il devint avec la reine, sœur du roi qui gouvernait alors l'Angleterre, la victime des ennemis qu'ils avaient semés contre eux par leurs projets bienfaisants. A cette époque, Christian VII fut déclaré incapable de régner, et le fut déclaré fou, qui n'était alors qu'un enfant, se saisit des rênes du gouvernement. Toutes les entreprises que forma le peuple pour regagner sa liberté, échouèrent. Tous ses efforts furent inutiles, et Cramer, Halbery, Malte-Brun et d'autres patriotes furent contraints d'abandonner leur patrie pour en chercher une nouvelle en France où ils établirent leur résidence. Par une politique incertaine et faible le gouvernement expose la capitale à être bombardée par les Anglais, mais le roi est l'adresse de se montrer sur la brèche quand l'exigea la patrie, qu'il sauva à force de prudence et de concessions, de la ruine et de la banqueroute qui la menaçaient. En 1813 le Danemarc resta fidèle à Napoléon, aussi lui en coûta-t-il tout le royaume de Norwège que le traité de Vienne lui enleva.

Les Danois, instruits comme ils le sont, n'ont pas vu avec indifférence tout d'événements se passer sous leurs yeux; il n'est rien arrivé en Europe qui dit été perdu pour eux; quoiqu'ils n'aient pas eu chez eux des révolutions comme celles de France, de Pologne, de la Belgique, ils en sont fiers à la hauteur du siècle par les lumières répandues chez eux, ils sont devenus philosophes et attachés à la liberté. La révolution de 1830 les a réveillés; en les a vus tout d'un coup remplis d'activité et d'énergie, adopter des mesures fortes mais modérées. Le gouverneur de bailli de l'île de Skyl, nommé Lonsen, est en 1830 le courage et le patriotisme d'opposer au roi les besoins et les demandes du peuple danois. Il fut arrêté, jugé et condamné à l'emprisonnement; mais le roi qui ne croyait pas subvenir par la aux besoins du pays, déclara en 1831, l'intention qu'il avait de créer des états provinciaux, tant dans le royaume que dans le duché. Le roi venait de consulter les législes et les publicistes les plus distingués du Danemarc et des pays étrangers. D'un autre côté la commission qu'il avait nommée pour examiner cette affaire, travaillait jour et nuit pour l'un et pour l'autre projet de lois et des opinions. En 1833 il y eut de l'agitation dans le peuple parce que les institutions promises n'y en donnaient pas. Ce temps n'est pas encore arrivé, mais il arrivera bientôt, et le roi qui a fait tant de sacrifices pour le bien de son peuple, qui a montré tant de sagesse et de modération, qui a su se faire aimer de ses sujets, ne sera pas le dernier à donner à ses états la constitution qu'ils désirent.

Depuis ce temps là, quoiqu'étant maintenant jusqu'au commencement de cette année que le roi reçut de nous des lettres et des représentations par écrit contre un état illégal. Le peuple se plaignait de n'avoir aucune garantie pour l'avenir dans le revers du monarque régnant, l'héritier présomptif de la couronne dont la mauvaise santé et l'esprit dérangé, ne promettaient rien de satisfaisant.

Le fils et successeur de ce dernier s'était attiré l'indignation et le mépris public et par sa conduite dissolue et le peuple aussi bien que le roi, craignait que la mort du dernier ne devint le signal de l'anarchie et de la ruine pour le Danemarc. Voilà quelle était la situation de ce pays il y a quelques mois. C'est pourquoi le roi ordonna à la commission et à ses ministres de se hâter à mettre la dernière main à leurs travaux constitutionnels. Le prince Frédéric menace il y a quelques semaines son époque, la fille du roi de la terr; il n'en fallut pas d'avantage pour dessiller les yeux du monarque, qui résolut alors de ne pas exposer toute la nation danoise aux caprices d'un entêtement si indigne, rendu d'une autorité absolue. Le prince fut exilé, et le roi accorda au Danemarc un gouvernement représentatif. Je ne prétends pas proposer pour modèle d'imitation le caractère ou la composition des états provinciaux danois. Je suis loin de dire que le rapport du conseil du roi ne donne une pleine satisfaction, ou que les dispositions fondamentales sont assez grandes et assez libérales pour satisfaire les besoins ou combler les désirs du pays; tels que je les conçois; je veux bien admettre que les concessions qui viennent de se faire sont encore monarchiques; et qu'il reste encore beaucoup à faire par la suite mais le principe est accordé, le peuple cesse d'être à l'avenir la propriété privée d'une dynastie. Les droits du peuple sont reconnus, c'est au peuple à faire le reste. Le pays se divisera en quatre parties qui auront chacune ses représentans particuliers. Les îles danoises éliront 70 membres; le Jutland environ 55, le duché de Schleswig 44, et Holstein 41. Il y aura donc deux cents dix membres dans l'assemblée nationale, dont 95 seront nommés par le roi, et le reste par le peuple. Toutes les classes y seront représentées; les paysans éliront les quatre neuvièmes des membres, les propriétaires ou les hommes riches les deux neuvièmes, et les habitans des villes ou gens de métier, les trois autres neuvièmes.

Admettons que c'est un résultat bien agréable et bien satisfaisant, et qu'aucun événement des temps modernes n'a fait tant de plaisir aux amis de la liberté, et aux avocats du *principe du plus grand bonheur*. Oui, oui la révolution fait des progrès en Europe. Nous avons peu de chose à dire de la Suisse, mais ce peu est satisfaisant en dernier résultat. Depuis la révolution de 1830, le canton de Tessino s'est débarrassé des tyrans qui en opprimaient le territoire. Les cantons de Basle et de Schwits ont été divisés d'après les vues du peuple, et les demandes des opprimés. Le parti aristocratique a perdu ses emplois à Berne, à Lucerne; à Vaud et à Zurich. Le gouvernement Bernois est très libéral et très populaire. Les jésuites et les prêtres ont été obligés d'abandonner Fribourg. La Suisse s'est élevée en masse pour protester contre toute intervention étrangère dans ses affaires et a par là empêché l'effet des menaces de l'Autriche, de la Prusse, du Piedmont, de l'Allemagne et de la Russie. Les réfugiés polonais n'ont pas été bannis de Berne, et la Suisse sert encore d'asyle aux malheureux et aux persécutés. L'esprit de *Tell préside toujours à sa destinée*, et veille à sa conservation. La Suisse a marché avec la révolution; aussi est elle plus indépendante, plus respectable et plus respectée que jamais. Je veux bien que tout n'aille pas bien dans l'état de Neufchatel. Je crois bien que le nouveau pacte fédéral ne manque pas d'ennemis; je suis qu'il y a encore beaucoup à faire à Genève pour éclairer son gouvernement *de juste milieu*, mais la Suisse, avance toujours et certes dans cette partie de l'Europe la révolution n'a pas encore été arrêtée.

Mais qu'a fait la révolution en Russie? Je dis qu'elle y a fait des progrès dans les districts de la Lithuanie, de la Podalie, et dans plusieurs colonies militaires. La révolution a-t-elle avancé en Autriche? Oui, à Modène, à Parme, à Venise, dans la Lombardie, dans la Gallicie. Dans la Prus e? Oui à Posen, et dans le cercle du Rhin. A-t elle avancé dans la Bohême, dans la Turquie?

Oui, et beaucoup plus que l'on ne le croit on que l'on ne le sent généralement. Qu'a-t-elle fait en Turquie? Elle y a avancé, témoins les journaux, les livres, les correspondans des papiers anglais et français, les gardes nationales, et des institutions presque représentatives, l'ancien régime dit adieu même à ces pays là, et quoiqu'il s'en aille lentement de ces contrées, les choses s'y rajeunissent déjà et continueront à s'y rajeunir.

Ne me permettrai-je pas, avant de terminer ce resumé de la révolution et de ses progrès de faire des questions sur la Grande Bretagne. La révolution ne fait elle pas des progrès dans cette terre classique de la liberté constitutionnelle, en dépit de l'influence de l'aristocratie, en dépit des anathèmes d'un clergé devenu riche; et en dépit des fautes du gouvernement? n'est-ce rien pour ce pays que d'avoir passé le bill de la réforme? n'est-ce rien que d'avoir aboli tous les serments de Test religieux?

N'est-ce rien que d'avoir attaqué les corporations, les égoï